ARRETE PLACANT UN FONCTIONNAIRE CNRACL/IRCANTEC - AGENT CONTRACTUEL *(le cas échéant)* EN AUTORISATION SPECIALE D’ABSENCE DANS LE CADRE DE L’EPIDEMIE DE CORONAVIRUS « COVID 19 » -

AGENTS VULNERABLES

SI ABSENCE DE POSSIBILITE DE TELETRAVAIL

ET SI ABSENCE DE POSSIBILITE DE TRAVAIL EN PRESENTIEL EN BENEFICIANT DE MESURES DE PROTECTION RENFORCEE

Le Maire (ou le Président) de …………………………………… ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

***le cas échéant*** Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;

***le cas échéant*** Vu le décret n°92-1194 du 4 novembre 1992 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la fonction publique territoriale ;

***le cas échéant*** Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2021-1162 du 8 septembre 2021 pris pour l'application de l'article 20 de la loi 2020 473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020 ;

Vu le certificat médical en date du ……. délivré par le docteur ………………… attestant que l’agent se trouve dans l’une des situations prévues à l’article 1 du décret n° 2021-1162 du 8 septembre 2021 ;

Considérant que les missions exercées par l’agent ne peuvent être adaptées aux conditions de télétravail et que les aménagements de poste nécessaires à la reprise du travail en présentiel dans les conditions définies par l’article 2 du décret n° 2021-1662susvisé ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Madame / Monsieur ………………….. né(e) le……………………………… grade/fonctions……………………………………….. est admis(e) au bénéfice d’une autorisation spéciale d’absence à compter du ……………………………..inclus soit pour une durée de ……...

**Article 2** : Pendant cette période l’agent est rémunéré à plein traitement et ses droits à avancement et à pension sont maintenus.

**Article 3 :** Le Directeur Général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e).

Ampliation adressée au Comptable de la collectivité.

Fait à ............................................. le ....................................

Le Maire (ou le Président)

Le Maire (ou le Président),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, éventuellement au moyen d’une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Notifié le .....................................

Signature de l’agent :

***Les modèles sont présentés à titre indicatif. Ils ne sauraient être repris en l’état sans être adaptés.***